

Capital

3,50€

N° 256 JANVIER 2013

Innovations :
ce que p.94
nous prépare
Google



Angela Merkel

p.20

**Est-elle
bien placée
pour nous
faire la leçon?**

EXCLUSIF

**Délais d'attente,
honoraires** p.70

**Ville par ville,
les médecins les
plus accessibles**

VOTRE ARGENT Les bons choix pour 2013

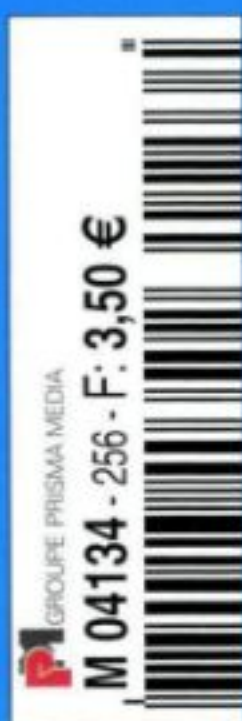
- LE RETOUR DES ACTIONS
 - LES MEILLEURES ASSURANCES VIE
 - LE TOP POUR DÉFISCALISER
 - LES PRODUITS RETRAITE SOLIDES...
- p.78

A conserver, un guide détachable de 40 pages



SYNDICALISTES, ÉLUS, HAUTS FONCTIONNAIRES...

Les **200** qui bloquent
la France p.48



BEL: 4 € - CH:
7 CHF - CAN:
7,99 CAD - D: 5 € -
ESP: 4,50 € - GR:
4,50 € - ITA: 4,50 €
-LUX: 4 € - PORT.
CONT.: 4,50 €
-DOM: 5,20 € -
MAY: 9 € - Maroc:
39 DH - Tunisie:
4 TND - Zone CFA
Avion: 4 700 XAF
-Zone CFP Avion:
1 300 XPF.

SYNDICALISTES, ÉLUS,
HAUTS FONCTIONNAIRES...

LES 2000 QUI BLOQUENT LA FRANCE





Certains sont célèbres, d'autres inconnus. Mais tous ont le même objectif : torpiller les réformes dont notre pays a tant besoin pour s'en sortir.

La France n'a plus de mineurs. Pourtant, elle possède toujours une Sécurité sociale des mines, avec une administration, des guichets, des médecins, 17 pharmacies, des dispensaires, des cliniques et un siège somptueux, dans les beaux quartiers de Paris. Naturellement, les quelques milliers de retraités affiliés à ce système d'un autre âge ne suffisent pas à le faire tourner et il génère des gaspillages colossaux. En 2011, son déficit a dépassé les 61 millions d'euros. Voilà pourquoi le gouvernement de François Fillon s'est décidé à publier en 2010 un décret programmant sa fusion dans l'Assurance-maladie.

Trois ans après, la Sécu des mines est toujours en place. A peine connue la nouvelle, le syndicat FO des mineurs, la fédération CGT de l'énergie, le député socialiste de Moselle Pierre Lang et celui du Pas-de-Calais Jean-Pierre Kucheida (non réélu en 2012), les sections CFTC des bassins houillers, les associations d'anciennes gueules noires et un nombre incalculable d'élus locaux du Nord et de l'Est, tous bords politiques confondus, se sont mis à hurler à la mort. Si bien que le précédent gouvernement n'a rien osé entreprendre pour régler le problème. Et la nouvelle ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, ne semble pas plus pressée d'agir : elle vient de commander un nouveau rapport sur la question. Au cas où il y aurait encore des choses à découvrir...

Réformer la France ? Vu de loin, tout le monde est d'accord ou presque. On le sait, c'est
Suite page 50 ▶

PHOTOS : RÉA, GLOBEPH, KRIMAGES, FOTOLIA - INFOGRAPHIE CAPITAL

SOMMAIRE

P. 50 RÉFORME DE L'ÉTAT / **P. 51** ÉNERGIE, ENVIRONNEMENT /
P. 52 SANTÉ, PROTECTION SOCIALE / **P. 54** EMPLOI, SYSTÈME
FINANCIER / **P. 55** LOGEMENT, ÉQUIPEMENT / **P. 56** AGRICULTURE,
TRANSPORTS / **P. 57** CONCURRENCE, CONSOMMATION /
P. 58 ÉDUCATION, FISCALITÉ / **P. 59** CULTURE, COMMUNICATION

Retrouvez ce dossier sur



JEUDI 27 DÉCEMBRE

Reportages dès 6 h

A 18 h, un journaliste de Capital
sera l'invité d'Olivier Truchot dans

BFMSTORY



"Chaque millimètre gagné est une grande victoire"

► Suite de la page 49

à ce prix qu'elle pourra retrouver un jour son rang dans l'économie mondiale. Mais lorsqu'on entre dans le vif du sujet, c'est une tout autre histoire. «Sur chaque dossier, sur chaque alinéa de projet de loi, il y a toujours des forces prêtes à se battre pour que rien ne change, même lorsque l'intérêt supérieur du pays est en jeu», s'agace l'ancien député UMP Yves Bur. «Nous sommes tellement sclérosés par les pesanteurs et les blocages que chaque millimètre gagné est une victoire», confirme Agnès Verdier-Molinié, de l'Ifrap, un think tank indépendant d'obédience libérale. Nicolas Sarkozy, qui s'est cassé les dents sur à peu près toutes ses réformes, à commencer par celles des régimes spéciaux de retraite ou du service minimum dans les transports, pourrait nous en raconter de belles sur ce point.

Soyons donc très humbles : les douze pages de ce dossier ne prétendent pas, loin s'en faut, présenter la totalité des bloqueurs qui entravent la modernisation de notre pays. Entre les représentants patronaux crispés dans leurs vieux schémas, les syndicats scotchés comme des chiens d'arrêt sur leurs avantages acquis, les hauts fonctionnaires par nature confits d'immobilisme, les grands corps assis sur leurs privilèges, les innombrables lobbies prêts à mordre pour leurs intérêts particuliers, les ayatollahs de l'écologie pour qui la croissance reste un ennemi mortel et les élus de terrain incapables de planifier le moindre allègement de notre si coûteux mille-feuille territorial, l'Hexagone est sans doute la plus grande fourmilière de conservatismes du monde démocratique. «Pour réussir les réformes, il va vraiment falloir se battre !», prévient le député UDI Charles de Courson.

Fort bien. Allons-y !

Philippe Eliakim ●

RÉFORME DE L'ÉTAT



Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements



Jean-Marc Canon, patron de la CGT Fonction publique

Thi-Trinh Lescure POUR ELLE, LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE, C'EST SACRÉ

Non à l'évaluation des compétences, non au salaire au mérite, et encore non à la fusion des trois administrations (Etat, hôpital et collectivités locales) dans une «fonction publique de métiers», comme le proposent la CGC et la CFDT. Au moins, avec la secrétaire du syndicat SUD fonctionnaires, les choses sont claires. Cette grande bloqueuse peut compter sur le soutien indéfectible de ses homologues de la CGT et de FO **Jean-Marc Canon** et **Christian Grolier**. Et sur la complicité objective de **Marylise Lebranchu**, la ministre de la Fonction publique. *E.G.*

Bertrand Delanoë LE GRAND PARIS AUX OUBLIETTES

Peu enclins à céder le moindre pouvoir, le maire de Paris et sa première adjointe **Anne Hidalgo** (pressentie pour lui succéder), ainsi que **Jean-Paul Huchon**, le président de la région Ile-de-France, ont étouffé dans l'œuf le projet du Grand Paris. Soutenue par des élus des deux bords, la fusion de la capitale avec ses trois départements limitrophes devait pourtant permettre de constituer une ville de 7 millions d'habitants, capable de rivaliser avec Shanghai, Tokyo, New York ou Londres. Pour torpiller l'initiative, les élus parisiens, soutenus par **Michel Teulet** (Association des maires d'Ile-de-France) et **Patrick Devedjian** (président du conseil général des Hauts-de-Seine), ont créé Paris Métropole, un «machin»

où l'on débat sans fin depuis cinq ans et où l'on ne décide de rien. *E.G.*

Jean-Pierre Bel LE SÉNATEUR VEUT GARDER SON MAGOT

Le Sénat, qui se vote un budget confortable (335 millions d'euros en 2012) sans que le gouvernement ait rien à y redire du fait de la séparation des pouvoirs, dégage de copieux excédents. Cumulés depuis des décennies, ces derniers ont fini par constituer une cagnotte de 1,3 milliard d'euros. Mais Jean-Pierre Bel, le président socialiste de la Haute Assemblée, et ses collègues **Jean-Claude Gaudin** et **François Zocchetto**, respectivement patrons des groupes UMP et Alliance centriste, refusent de reverser le moindre sou au budget de l'Etat, comme le leur demande Bercy. *E.G.*

Patricia Adam ELLE DÉFEND SES BOMBARDIERS

Avec son homologue du Sénat, **Jean-Louis Carrère**, la présidente de la commission de la Défense de l'Assemblée a réussi à empêcher le désarmement de nos quarante Mirage et Rafale équipés de missiles nucléaires ASMP d'une portée de 400 kilomètres. Ces appareils sont pourtant loin d'être indispensables : notre dissuasion dispose déjà de quatre sous-marins capables de délivrer partout dans le monde un feu équivalent à 4 000 Hiroshima. Mais les députés de la commission, pour la plupart élus de bases militaires, ne l'entendent pas de cette oreille : ils craignent que cette économie de 250 millions d'euros ne leur coûte

leur réélection. Ils sont soutenus par les sénateur et député UMP **Serge** et **Olivier Dassault**, et par l'amiral **Edouard Guillaud**, le chef d'état-major des armées. *E.G.*

AVEC EUX, LE MILLE-FEUILLE TERRITORIAL NE S'ALLÉGÈRA PAS

Regrouper les collectivités territoriales pour faire des économies ? Pas de ça pour eux ! **Alain Rousset**, **Claudy Lebreton**, **Jacques Pélissard**, et **Vanik Berberian**, présidents respectifs des associations des régions, des départements, des maires et des maires ruraux, ainsi que **Dominique Adenot** et **André Laignel**, représentants des deux plus influents réseaux d'élus locaux, se battent depuis des années pour faire capoter ce projet. En mobilisant leurs relais au Sénat et dans les partis, ils ont réussi à couler la fusion des conseillers généraux et régionaux en un seul élu, le conseiller territorial. Et ils s'activent pour éviter le redécoupage des régions, leur fusion avec les départements – que les Alsaciens ont engagée dans leur coin – ou la réunion en une seule entité des communes avec leurs intercommunalités. Pour faire bonne mesure, beaucoup d'entre eux tentent de faire enterrer la règle du non-cumul des mandats, que veut imposer l'Elysée. *E.G.*

Jean-Bertrand Drummen STATU QUO POUR LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Le président de la Confédération générale des juges

consulaires est vent debout contre la énième tentative de réforme des tribunaux de commerce que le ministère de la Justice vient d'esquisser timidement. **Régis Valliot** et **Marc Sénéchal**, les présidents des associations d'administrateurs judiciaires et de mandataires liquidateurs, itou. Tous sont hostiles à l'introduction d'un magistrat professionnel au sein des tribunaux de commerce, menés par des juges élus. Cette mesure, dite d'échevinage, vise à empêcher les dérives mafieuses qui illustrent régulièrement la chronique des juridictions commerciales. «La professionnalisation détruirait l'esprit de notre justice consulaire», réplique Jean-Bertrand Drummen. *E.G.*

Serge Letchimy
IL SURTOUT NE PAS PERDRE LES PRIVILÈGES DES DOM-TOM
Salaires majorés de 108% en Polynésie, retraites dopées de 35% à La Réunion, impôt sur le revenu minoré de 30% en Guadeloupe... La litanie de privilèges dont bénéficient les fonctionnaires en poste dans les DOM-TOM coûte près de 3 milliards d'euros par an au budget et creuse d'énormes inégalités dans les îles paradisiaques. Mais personne ne veut les raboter. Pas plus le président du conseil régional de la Martinique que ses collègues **Josette Borel-Lincertin** (Guadeloupe), **Rodolphe Alexandre** (Guyane) ou **Harold Martin** (Nouvelle-Calédonie), trop contents de distribuer de pareilles prébendes à leurs agents territoriaux, et persuadés que ce statut en or leur garantit de faire venir chez eux la crème des fonctionnaires de l'Etat. *E.G.*

Bernadette Groison
AVEC ELLE, LES FONCTIONNAIRES PEUVENT ÊTRE MALADES LONGTEMPS
En moyenne, les fonctionnaires se déclarent souffrants 7 jours de plus par an que les salariés du privé, et leurs collègues des collectivités territoriales 21 jours de plus. Pour lutter contre cet absentéisme, le gouvernement Fillon avait demandé à la Sécurité sociale de contrôler les arrêts maladies des agents du public dans six départements tests. Aussitôt, la secrétaire générale du premier syndicat d'enseignants, la FSU, est partie en guerre contre cette mesure, au prétexte que les profs ne fraudent pas. Depuis, l'expérience a été arrêtée. *E.W.*

Stéphane Gatignon
SA GRÈVE DE LA FAIM N'ÉTAIT PAS JUSTIFIÉE
En entamant une grève de la faim devant l'Assemblée nationale en novembre dernier, le maire de Sevrans a réussi l'exploit de passer pour un martyr. Ce n'est pourtant qu'un mauvais gestionnaire. En mars dernier, la chambre régionale des comptes lui a reproché d'avoir laissé déraiper sa politique salariale, ses dépenses sociales et ses projets de rénovation urbaine... Du coup, malgré une hausse des dotations

de l'Etat de 8,5 millions en dix ans, Sevrans est proche de la faillite. Au lieu de redresser ses comptes lui-même, il a préféré faire du chantage et exiger 5 millions de rallonge de l'Etat. Si tous les maires faisaient comme lui... *E.G.*

Luc Chatel
PAS TOUCHE À MA CASERNE À MOI
Quand l'intérêt supérieur de l'Etat est en jeu, l'ancien ministre UMP n'est pas hostile à la réduction des dépenses militaires. Sauf lorsqu'il s'agit de fermer le 61^e régiment

d'artillerie qui tient ses quartiers à Chaumont (Haute-Marne), la ville dont il est le maire. En 2008, alors qu'il était au gouvernement, il a donc contourné son propre Premier ministre pour aller plaider la cause de sa caserne à l'Elysée. Et Nicolas Sarkozy lui a donné satisfaction. **Fabrice Lencol** à Mourmelon (Marne), **Bernard Muller** à Commercy (Meuse) et **Nadine Morano** à Toul (Meurthe-et-Moselle) ont eux aussi réussi à bloquer le départ de leurs régiments. *E.G.*

ÉNERGIE-ENVIRONNEMENT

Etienne Cendrier
IL PRIVE LES PORTABLES PARISIENS DE LA 4G
Le porte-parole de l'association Robin des toits n'a pas négocié pour retarder l'arrivée de la 4G à Paris, cette technologie qui permet de surfer sur son smartphone cinq fois plus vite qu'avec la 3G. Prétextant un danger sanitaire pourtant loin d'être établi, il a multiplié les opérations coup de poing contre la pose d'antennes relais dans la capitale et poussé **Bertrand Delanoë** à les interdire pendant un an. Résultat, alors que Lyon est déjà servie, les Parisiens ne verront la 4G arriver que fin 2013. Mais Cendrier milite pour repousser encore l'échéance... *G.T.*

Guillaume Faury
IL DÉFEND LE DIESEL AU DÉTRIMENT DE LA SANTÉ DES FRANÇAIS
L'OMS vient de classer cancérogène le diesel, qui représente 80% des ventes de véhicules chez nous, contre moins de 50% chez nos voisins. Malgré cela, Guillaume Faury, le patron de la R&D de PSA,

soutenu par son P-DG **Philippe Varin**, continue d'affirmer que les moteurs à gazole ne sont pas mauvais pour la santé. Et jure que leur interdiction en ville détruirait des milliers d'emplois dans son groupe. Un argument qui ne laisse pas le gouvernement indifférent. *P.C.*

Jean-Vincent Placé
IL BLOQUE L'EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE
Alors que, grâce aux gaz de schiste, les Etats-Unis voient leur facture d'énergie dégringoler et leur industrie redémarrer, Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat, rappelle à tout bout de champ que le PS a promis aux Verts de ne jamais toucher à la loi de 2001, qui interdit la fracturation hydraulique. **José Bové**, **Maxime Combes** (Attac) et les patrons des comités de lutte locaux, comme **Dominique Pouyer-Hue** (Vigilance Périgord), sont eux aussi à la pointe du combat. Du coup, le gouvernement n'ose même pas ouvrir un vrai débat sur le sujet. *P.C.*

Jean-Louis Butré
À CAUSE DE LUI, NOS ÉOLIENNES BATTENT DE L'AILE
A la tête de la Fédération environnement durable (FED), cet ancien président de société pharmaceutique mène une guérilla sans merci contre les moulins à vent du troisième millénaire, avec le soutien de **Valéry Giscard d'Estaing** et de l'ex-patron d'EDF, **Marcel Boiteux**. Lui et ses troupes déposent des recours administratifs contre tous les projets de parcs éoliens. La plupart d'entre eux sont rejetés, mais ils font perdre près de deux ans à chaque nouvelle implantation... *P.C.*

Virginie Gensel
LA PATRONNE DE LA CGT ÉNERGIE TIENT LA CITADELLE EDF
Cela fait des années que la CGT pioche dans les caisses du CE d'EDF-GDF (CCAS), subventionné à hauteur de 1% du chiffre d'affaires des deux entreprises – contre 1% de la masse salariale partout ailleurs. Chaque fois que la justice s'intéresse à ce magot de 500 millions



Jean-Vincent Placé, sénateur Europe Ecologie-Les Verts

d'euros par an, Virginie Gensel, la patronne de la fédé CGT de l'énergie, **Frédéric Imbrecht**, son prédécesseur et compagnon, et **Michaël Fieschi**, le président de la CCAS, appellent à la grève et menacent de jeter les 75 000 encartés dans la rue. Et **Henri Proglio**, le patron de l'entreprise, est toujours prêt à céder. Leur réaction est tout aussi violente lorsqu'on s'avise de remettre en cause le tarif avantageux de l'électricité et du gaz offert aux salariés d'EDF et de GDF Suez (environ 10% du prix public). Ou la «contribution volontaire d'acheminement», une taxe sur les factures d'EDF-GDF qui assure aux agents un départ à la retraite anticipé avec une pension pleine. *E.G.*

SANTÉ



Michel Chassang, président de la CSMF, le premier syndicat de médecins



Philippe Lamoureux, DG du Leem, le lobby des labos pharmaceutiques



Jean-Paul Huchon, président de la région Ile-de-France

professionnels d'y inclure toutes les charges de cabinet qu'ils souhaitent. Et de continuer de noyer le poisson devant les patients. S.T.

Philippe Lamoureux UN ANCIEN DU MINISTÈRE AU SERVICE DES LABOS

Le gouvernement Sarkozy avait promis de mettre fin à l'opacité qui entoure les émoluments versés par les laboratoires aux médecins, en votant un Sunshine Act, comme aux Etats-Unis. Mais c'était sans compter sur la pugnacité et l'énorme influence de l'actuel directeur général du syndicat de l'industrie pharmaceutique (le Leem), qui a fait toute sa carrière dans les plus hautes sphères de l'administration publique – il a travaillé au cabinet de Bernard Kouchner et de Martine Aubry, à l'ex-Agence du médicament, et a dirigé l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé jusqu'en 2008. Philippe Lamoureux s'est tellement démené que le décret d'application, qui devrait sortir sous peu du cabinet de **Marisol Touraine**, a été totalement vidé de son sens : aucune lumière ne sera faite sur les petits et gros cadeaux des labos. A tel point que l'Ordre des médecins a lui-même dénoncé le détricotage de la loi. «Il est choquant de voir des fonctionnaires soumis, écrivant les lois de la République quasiment sous la dictée de l'industrie», grogne Philippe Foucras, le président du Formindep (un collectif de médecins), qui a participé aux réunions au ministère. S.T.

Emanuel Loeb TANT PIS POUR LES DÉSERTS MÉDICAUX

Mission accomplie pour ce jeune psychiatre, qui préside l'Inter Syndicat national des internes des hôpitaux (Isnih).

Malgré la progression rapide des déserts médicaux en France (lire page 70), Marisol Touraine n'a pas osé toucher à la sacro-sainte liberté d'installation des médecins à la fin de leurs études. Même le Conseil de l'ordre avait préconisé d'obliger les diplômés à exercer cinq ans dans la région où ils avaient été formés. S.T.

Hervé Gisserot LES GÉNÉRIQUES... OU L'EMPLOI

Pas étonnant que les ventes de génériques aient baissé de 3,1% en 2011 : les labos font tout pour bloquer leur développement. Hervé Gisserot, qui dirige GlaxoSmithKline France et vient d'être élu président du Leem (le syndicat de la profession), a ainsi récemment brandi la menace de supprimer 100 emplois si le Seretide, un spray antiasthmatique qui vient de perdre son brevet, était copié. Touché ! L'amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui ouvrait la possibilité de «générer» cette classe de médicaments (leur seul remboursement coûte chaque année plus de 350 millions d'euros), a été retiré. Il faut dire que **Marisol Touraine** est intervenue sur le dossier. S.T.

Michel Chassang IL A EXCLU LES MÉDECINS DES RÉSEAUX DE SANTÉ

Certes, les députés ont récemment légalisé les réseaux de soins des mutuelles. Et permis à ces dernières d'offrir de meilleurs remboursements aux adhérents qui y ont recours – seuls les assureurs étaient jusqu'à présent autorisés à le faire.

Mais le président du premier syndicat de médecins (CSMF) n'a pas ménagé ses efforts pour limiter le périmètre de ces réseaux. Si bien qu'ils seront finalement limités aux opticiens, aux chirurgiens-dentistes et aux audioprothésistes. Les médecins et les paramédicaux (infirmiers, podologues, kinés...), eux, en seront exclus. S.T.

Philippe Gaetner LES PHARMACIENS RÉMUNÉRÉS POUR LEURS CONSEILS

«Une révolution comme on n'en a pas connue depuis qu'on a arrêté de préparer nous-mêmes des médicaments avec des mortiers, des pilons et des fioles !» C'est ainsi que Philippe Gaetner, le président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, a qualifié l'accord signé en mars dernier avec l'Assurance-maladie. Pour compenser le tassement des ventes de médicaments (elles ont stagné pour la première fois en 2011, alors qu'elles progressaient entre 5 et 7% par an au début des années 2000) et continuer de jouer le jeu des génériques, lui et ses confrères ont exigé et obtenu de se faire verser par la Sécu des «primes de conseil aux patients». Au total, ce coup de force des 22 000 officines devrait coûter 140 millions à l'Assurance-maladie. S.T.

Catherine Mojaïski ELLE REFUSE LA TRANSPARENCE SUR LES PROTHÈSES DENTAIRES

Le business des couronnes est tellement juteux pour les dentistes – il représente les deux tiers de leur chiffre d'affaires – que la profession voit rouge

chaque fois qu'elle sent planer la moindre menace sur lui. Ainsi s'est-elle mobilisée à fond quand la loi Bachelot de 2009 a prétendu leur imposer d'indiquer le prix d'achat des prothèses dentaires et des prestations associées sur leurs devis aux patients.

Roland L'Héron, l'ancien président de la Confédération nationale des syndicats dentaires, et Catherine Mojaïski, qui lui a succédé en mai, sont montés au créneau, et leur lobbying a porté ses fruits : le terme «prix d'achat» a été remplacé par «prix de vente», ce qui permettra aux

Thierry Schifano PAS TOUCHE À MES AMBULANCES

D'après la Cour des comptes, les transports sanitaires, qui absorbent chaque année 3,5 milliards d'euros (contre 2 milliards en 2000), donnent lieu à au moins 220 millions de dépenses injustifiées. Il faut dire que de nombreux médecins prescrivent à leurs patients des transports en ambulance, alors qu'un simple véhicule sanitaire léger (VSL), qui coûte environ trois fois moins cher, ou même un taxi, suffirait parfois. En fait, le problème vient surtout des ambulanciers, représentés par la puissante Fédération

PROTECTION

Jean-Louis Faure PAS DE COUVERTURE COMPLÉMENTAIRE POUR TOUS

Partager ? Les dirigeants des mutuelles et des instituts de prévoyance (cogérés par les syndicats), qui financent les dépenses de soins de millions de Français, n'ont que ce mot à la bouche. Aussi le gouvernement a-t-il été très surpris par leur réaction, lorsque, il y a quelques semaines, il leur a proposé de les taxer de 1 ou 2 milliards pour pouvoir offrir une complémentaire santé aux 4 millions de ménages modestes qui en sont dépourvus. «Jamais !», ont répondu de concert Jean-Louis Faure, le patron du CTIP (la fédération des instituts de prévoyance), et **Etienne Caniard**, son homologue des mutuelles. Leurs institutions ne sont pourtant pas sur la paille : selon les estimations

des experts, mutuelles et IP détiendraient une bonne vingtaine de milliards d'euros de fonds propres. Ph.E.

François Fondard IL NE VEUT PAS QU'ON TOUCHE AUX ALLOCS

En 1995, Alain Juppé a songé à les fiscaliser. En 1998, Lionel Jospin voulait les mettre sous conditions de ressources. En 2012, certains socialistes ont de nouveau évoqué la question. Peine perdue. Chaque fois qu'on tente de toucher aux allocations familiales et à leur principe d'universalité (un même montant pour tous les foyers), l'Union nationale des associations familiales sort ses griffes. Et comme il n'est pas possible de se mettre à dos cette puissante institution dirigée par François Fondard sans y laisser des plumes électorales, le dossier est au point mort. E.W.

nationale des transports sanitaires, dirigée par Thierry Schifano. En freinant l'essor des VSL, beaucoup moins rentables pour eux, ils s'assurent des revenus plus élevés. S.T.

LES MÉDECINS ONT BIEN JOUÉ POUR SAUVEGARDER LEURS DÉPASSEMENTS
Trois syndicats de médecins (la CSMF, le premier d'entre eux, MG France et SML) ont certes signé en novembre l'accord sur les dépassements d'honoraires, imposé par Marisol Touraine. Mais les professionnels se sont tellement mobilisés sur la question, et notamment Philippe Cuq, à la tête du Bloc (chirurgiens et anesthésistes), Jean-Paul Hamon (Fédération

des médecins de France) ou encore Jérôme Marty, le porte-parole des «médecins pigeons», que les blouses blanches n'ont pas trop de souci à se faire. Le texte, qui prévoit une prise en charge des cotisations contre la limitation des dépassements d'honoraires à 70 euros, soit 2,5 fois le tarif Sécu, ne sera en effet pas obligatoire, il sera applicable «hors zones particulières» et ne prévoit aucune sanction précise. Les médecins ont d'autant moins à craindre que le Conseil de l'ordre, dirigé par Michel Legmann, a du mal à sanctionner les abus. Suite à un courrier envoyé début 2012 par l'Assurance-maladie, mentionnant

240 praticiens libéraux et 28 praticiens hospitaliers pratiquant des tarifs abusifs, le Conseil n'a strictement rien fait. Autre victoire: l'amendement qui visait à limiter l'activité libérale à l'hôpital – c'est elle qui donne lieu aux plus grosses dérives – a finalement été retiré. Cette fois, c'est Jacques Trévidic et Jean-Claude Pénochet, respectivement secrétaire général et président de la Confédération des praticiens des hôpitaux, qui étaient à la manœuvre. S.T.

Pascal Montredon LES DÉCÈS LIÉS AU TABAC NE SONT PAS SON PROBLÈME
La cigarette tue chaque année 73 000 personnes en coûtant 10 milliards à

la France. Voilà pourquoi nous avons signé en 2003 la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Mais l'ex-ministre du Tourisme Frédéric Lefebvre, ancien lobbyiste de l'industrie du tabac, la Confédération des buralistes de France et son président Pascal Montredon, ainsi que son homologue de France Tabac Rémy Losser, bloquent son application, qui comprend une hausse de 25% du prix du tabac, l'absence de marques sur les paquets et de publicité sur les lieux de vente. Les Etats qui ont appliqué ces mesures ont divisé par deux leur population de fumeurs. E.G.

Jean-Paul Huchon IL FREINE LES RESTRUCTURATIONS HOSPITALIÈRES
Tout le monde s'accorde sur le fait qu'il y a trop

de services de chirurgie en France – en 2006, un rapport de Guy Vallancien estimait qu'il fallait fermer, pour des raisons de sécurité, tous ceux qui réalisaient moins de 2000 actes chirurgicaux par an, soit près de 120. Une telle restructuration permettrait, en outre, de réaliser des économies d'échelle, et donc de réduire la dépense. Mais aucun politique ne veut en prendre la responsabilité. Et surtout pas Jean-Paul Huchon, le président de la région Ile-de-France, qui vient de retoquer le Plan stratégique régional de santé présenté par Claude Evin, le président de l'Agence régionale de santé. Il faut dire que ce dernier préconise, comme de nombreux experts, la fermeture d'un service de chirurgie cardiaque sur quatre à l'AP-HP. S.T.

SOCIALE

Gérard Rivière IL NE VEUT POINT DE RETRAITES À POINTS
Fondre la multitude de régimes de retraite publics et privés en un seul système par points à la suédoise? Pour beaucoup d'experts, cela permettrait de résoudre notre problème de vieillissement. Non seulement cette réforme, soutenue par la CFDT, uniformiserait les durées de cotisation et le calcul des pensions, mais elle rendrait le pilotage du système très facile – il suffirait de jouer sur la valeur du point pour équilibrer les comptes – tout en permettant à chacun d'arbitrer entre sa date de départ et le montant de ses pensions. Le problème, c'est que la liste des opposants est longue: toute la vieille garde de FO, à commencer par Gérard Rivière, le président de la Caisse d'assurance vieillesse,

mais aussi la CGT, notamment Jean-Christophe Le Duigou, membre du Conseil d'orientation des retraites (COR), l'Unsa de Luc Bérille, SUD Solidaires d'Annick Coupé, et de façon générale tous les syndicats de fonctionnaires, qui n'auraient rien à gagner à la réforme Avec ça! E.G.

Gérard Quévillon IL REFUSE LA FUSION DES CAISSES MALADIE
Fusionner les caisses maladie des travailleurs indépendants (RSI) et des agriculteurs (MSA) avec la Sécurité sociale pourrait faire économiser plusieurs dizaines de millions d'euros chaque année au système. Mais les présidents de ces deux institutions, Gérard Quévillon et Gérard Pelhate, sortent les couteaux chaque fois qu'on en parle. Et comme personne ne veut les fâcher... Ph.E.

ILS MONTENT LA GARDE AUTOUR DES RÉGIMES SPÉCIAUX
Nicolas Sarkozy nous a fait croire qu'il les avait remis au pas. Mais les régimes spéciaux de retraite dont bénéficient cheminots, électriciens, parlementaires ou salariés de la Banque de France sont toujours bien vivants. Et leurs responsables, Philippe Georges (SNCF), Jean-Pierre Magnon (EDF GDF), Patrick Quinqueton (marine marchande) ou Dominique Giorgi (RATP), ne baissent jamais la garde. Résultat: les conducteurs de TGV et les chauffeurs de bus parisiens peuvent toujours décrocher à 52 ans, alors qu'ils versent des cotisations très inférieures à celles du régime général. La

note? Ce sont les contribuables qui la paient et elle est de plus en plus élevée. L'an dernier, Bercy a versé 7,6 milliards d'euros aux 17 régimes spéciaux (dont 3,3 milliards à la seule SNCF), 28% de plus qu'en 2007. E.G.

Alain Arnaud IL FAIT PERDRE 250 MILLIONS PAR AN À LA SÉCURITÉ SOCIALE
Les étudiants et les fonctionnaires le savent bien: ce n'est pas aux guichets de la Sécu qu'ils viennent faire la queue, mais à ceux de leurs mutuelles. Pour d'obscures raisons, l'Assurance-maladie délègue en effet depuis toujours à ces dernières la gestion des dossiers maladies de ces catégories – contre rémunération, bien sûr. Or ce système absurde lui fait perdre environ



Thierry Beaudet, patron de la Mutuelle générale de l'Education nationale

250 millions d'euros par an. Pourquoi ne le supprime-t-on pas? Parce que les intéressés font barrage! Emmenés par Alain Arnaud, le patron de la Mutualité Fonction publique, tous les présidents de mutuelles de fonctionnaires, comme Patrick Sagon (Mutuelle générale), Thierry Beaudet (MGEN) ou encore Serge Brichet (MGEFI) grimpent au rideau chaque fois qu'il est question de réforme. Et ceux des organisations étudiantes, Grégoire Darricau à la Smerep et Vanessa Favaro à la LMDE (ex-Mnef), itou. Pas très sport, tout ça. Ph.E.

EMPLOI

J.-François Roubaud SURTOUT NE RIEN CHANGER AU FINAN- CEMENT DE LA FORMATION

Les partenaires sociaux n'en démordent pas. Bien que le système de formation professionnelle donne des résultats calamiteux, ils continuent de s'opposer à toute réforme de son financement. Les 6 milliards d'euros de cotisations versés chaque année par les entreprises atterrissent donc toujours dans les caisses d'organismes paritaires, qui répartissent les fonds un peu au petit bonheur, en en gaspillant une partie au passage. Et ce sont les salariés qui paient le prix de cette incurie. Si les syndicats et surtout le patronat tiennent tant à ces tirelires, baptisées Opcv, c'est qu'ils y trouvent de juteux avantages. Selon le rapport Perruchot, ils parviennent en effet à y puiser en toute légalité 70 millions d'euros par an, à quoi s'ajoute parfois le produit de petites grattes moins

avouables. La CGPME, qui tient d'une main de fer plusieurs de ces organismes, dont l'Agefos PME, en tire 50% de son budget, a révélé le même rapport. Pas étonnant que son président, Jean-François Roubaud, soit l'un des plus ardents défenseurs du système. *B.D.*

LES FOSSEYEURS DE LA FLEXISÉCURITÉ

Pour dégripper notre marché du travail, dynamiser la compétitivité des entreprises et espérer enfin relancer l'emploi, le gouvernement souhaitait que le patronat et les syndicats signent un compromis historique avant la fin de l'année. Qu'ils acceptent enfin d'échanger plus de flexibilité pour les entreprises contre davantage de sécurité pour les chômeurs et les précaires, comme cela se fait depuis longtemps en Europe du Nord et même

en Italie. Hélas! A l'heure où nous écrivons ces lignes, après des semaines de négociation, ni le Medef ni FO, et moins encore la CGT, n'avaient esquissé le moindre pas dans cette direction. Confités dans leur conservatisme, leurs leaders respectifs, **Laurence Parisot**, **Jean-Claude Mailly** et **Bernard Thibault**, se contentaient de s'envoyer à la figure leurs habituels anathèmes. Et se préparaient à signer un accord au rabais sur ce sujet essentiel, pour la troisième fois depuis 1985. Désespérant. *B.D.*

Jean-Claude Richard IL MILITE POUR LE MONOPOLE DES TAXIS

Si vous ne parvenez pas à trouver un taxi dans les rues de Paris, Lyon ou Marseille, c'est pour beaucoup à cause de cet homme. A la tête de la Fnac, le plus gros syndicat

de la profession (15000 adhérents), Jean-Claude Richard ferraille sans relâche pour limiter au maximum la concurrence. Selon le rapport Attali, 30000 emplois pourraient pourtant être créés dans le métier s'il était libéralisé. Dernier combat de notre «bloqueur» en chef? Les VTC, ces véhicules avec chauffeurs que l'on réserve par téléphone. En 2010, une loi initiée par Bercy a favorisé leur développement, au grand dam des taxis, plus influents auprès de leur ministère de tutelle, l'Intérieur. Mais la profession est tout de même parvenue à la faire modifier à quatre reprises. Dans le sens de la fermeture, bien sûr. *B.D.*

Françoise Nicoletta ELLE TRIME 7 JOURS SUR 7 CONTRE LE TRAVAIL LE DIMANCHE

Ne parlez pas de Françoise Nicoletta aux patrons de Castorama, Décathlon, Monoprix ou Sephora... La responsable de la branche commerce



Nicolas Avinin,
délégué CGT
chez Arkema

de FO est à la pointe du combat contre le travail le dimanche. Dès qu'une enseigne ouvre le jour du Seigneur, alors qu'elle n'en a pas le droit selon le syndicat, elle y dépêche les huissiers et engage des poursuites. Manifestations, pétitions, courriers aux parlementaires et même site Internet dédié à la question, tout est bon pour faire pression. Et tant pis si, comme chez Bricorama récemment, les salariés sont d'accord pour travailler ce jour-là, mieux payé que le reste de la semaine. «C'est une question de principe», assure notre passionaria. *B.D.*

Nicolas Avinin CE CÉGÉTISTE REFUSE LE PROJET QUI POURRAIT SAUVER SON USINE

D'ordinaire, un syndicaliste se bat pour éviter les licenciements. Délégué CGT chez le géant de la chimie Arkema, Nicolas Avinin vient de connaître l'inverse. Cet automne, lui et une trentaine de ses camarades – sur 400 – ont bloqué l'activité de leur usine à Pierre-Bénite, dans le Rhône, pour protester contre la modernisation de leur propre usine, actuellement non rentable. Les 70 millions d'euros d'investissements annoncés par la direction ne donnaient en effet lieu à aucune embauche supplémentaire. Et s'accompagnaient de la mise en place d'une nouvelle organisation du travail. «Inadmissible chantage», s'est égosillé ce responsable, contre l'avis de tous les autres syndicats. Du coup, la direction a retiré sa proposition, et ses millions. *B.D.*

SYSTÈME FINANCIER

Denis Durand LE BOULET DE LA BANQUE DE FRANCE

La Cour des comptes vient encore de le rappeler: non seulement notre Banque centrale emploie plus d'agents (13000) que ses homologues européennes, mais ces derniers bénéficient d'un statut en or (comité d'entreprise richissime, retraites fastueuses et salaires rebondis). Résultat: les charges d'exploitation de la maison sont six fois plus élevées que celles de la Banque d'Angleterre, qui, elle, bat monnaie. La faute à ses syndicats bien sûr, et notamment à la CGT emmenée par Denis Durand. Mais aussi à son gouverneur, **Christian Noyer**, qui ne pousse pas assez

fort les feux des indispensables remises à plat. *Ph.E.*

LE GRAND SABOTAGE DE LA RÉFORME BANCAIRE

François Hollande s'y était engagé: pour que les banques ne puissent plus spéculer pour leur propre compte avec l'argent des Français, il les obligerait à séparer dans des filiales étanches leurs activités de dépôt et de marché. Raté! Dès l'été dernier, **Baudouin Prot**, le président de BNP Paribas, **François Villeroy de Galhau**, son directeur général délégué, **Frédéric Oudéa**, P-DG de la Société générale, ainsi que **Xavier Musca**, DG délégué du Crédit agricole (et ancien

secrétaire général de l'Elysée!), et **François Pérol**, boss de la BPCE, ont activé leurs réseaux à l'Inspection des finances, dont ils sont tous issus, pour convaincre Bercy de torpiller la réforme. Avec succès. Les banques seront juste contraintes de filialiser leur activité de «trading sur compte propre», soit une minuscule part de leurs paris sur les marchés. Les bulles financières ont encore de beaux jours devant elles... *M.C.*

Michel Pébereau CE FINANCIER TIENT L'ÉTAT EN RESPECT

Il a beau être à la retraite depuis fin 2011, l'ex-patron



Baudouin Prot, président
du conseil d'adminis-
tration de BNP Paribas

de BNP Paribas reste le lobbyiste en chef de la finance française. Proche de la Direction du Trésor, il a été l'un des principaux inspirateurs du plan de sauvetage des banques de 2008. Grâce à son action, l'aide de l'Etat a été versée sous forme de prêts et d'actions sans droit de vote, en sorte que Bercy n'a pas pu obtenir en échange des postes dans les conseils d'administration. Les banquiers britanniques eux-mêmes ne sont pas parvenus à un tel résultat. *M.C.*

LOGEMENT-ÉQUIPEMENT

Stéphane Krause LES ASCENSORISTES LUI DISENT MERCI

22000 euros par cabine : c'est ce que coûte la remise aux normes des ascenseurs, censée être achevée avant fin 2018. Les associations de consommateurs ont pourtant démontré que ces travaux hors de prix sont pour l'essentiel inutiles et d'aucun effet sur le nombre d'accidents graves, rarissimes. N'importe : profitant de quelques faits divers tragiques, les ascensoristes ont réussi, en 2003, à convaincre les députés de voter une loi obligeant toutes les copropriétés à se conformer à cette mesure. Les trois grands groupes, ThyssenKrupp – dirigé par Stéphane Krause, également président de la fédération du secteur – Otis et Schindler, se sont ainsi assuré une juteuse décennie de business tranquille. Tout en négligeant la maintenance des cabines, moins rentable pour eux, mais plus efficace pour prévenir les accidents... Cela ne les empêche pas de se plaindre aujourd'hui dans le bureau de Cécile Duflot. Comme 40% des immeubles ne sont toujours pas aux normes, ils aimeraient que la ministre force les propriétaires – malgré la crise – à accélérer les travaux. Gonflés! M.C.

Patrick Rué LES ÉBOUEURS DE MARSEILLE LUI DOIVENT TOUT

Le patron des fonctionnaires FO à Marseille dispose de troupes d'élite avec ses 800 éboueurs capables de laisser la ville engloutie sous une marée d'ordures, comme en octobre 2010. Son combat du moment ? Sauver le «fini-parti», qui permet aux éboueurs de déboucher dès qu'ils jugent leur tournée achevée. A la clé, seulement 3 heures 30 de travail quotidien, selon la Cour des comptes, et un coût exorbitant du



Christian Estrosi, maire UMP de Nice.

ramassage (149 euros par an et par habitant, record de France). «Ça remonte à Gaston Defferre, qui ne voulait pas que les camions gênent trop la circulation», explique-t-on sans rire chez FO. Et gare à ceux qui voudraient changer la donne en privatisant le marché, car «ce serait la guerre nucléaire». E.W.

LES TORPILLEURS DE LA RÉFORME DES SYNDICS

Clauses abusives, trésorerie opaque et commissions à tous les étages... Les associations de consommateurs ne cessent de dénoncer les abus des syndics. Pour y mettre fin, le gouvernement Fillon avait promis une grande réforme de la profession en 2010 avec, en particulier, l'obligation de tenir un compte bancaire séparé pour la gestion de chaque immeuble. Las! Les pressions conjuguées de René Pallincourt, président de la Fnaim, de Serge Ivars, numéro 1 de l'Union syndicale des syndicats immobiliers (aujourd'hui remplacé par Etienne Ginot), et surtout de Philippe Briand, député UMP, patron de Cytia, une grosse entreprise de gestion immobilière, et proche... d'Hervé Novelli, en charge du dossier, auront eu raison de la réforme. Aujourd'hui, l'UFC-Que choisir et l'Association des responsables de copropriété (Arc) réclament la réouverture du débat. En vain pour l'instant. Il faut dire que René Pallincourt et ses amis ont repris leur



Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment.

lobbying: ils ont promis au gouvernement de faire eux-mêmes la chasse aux syndics véreux. Autant dire que ces derniers ne risquent pas grand-chose... M.C.

Christian Estrosi IL NE VEUT PAS DE HLM À NICE

La Fondation Abbé Pierre, qui se bat depuis cinquante ans pour offrir un toit aux plus pauvres, épingle régulièrement les élus des communes de plus de 3500 habitants qui rechignent à doter leur parc immobilier d'au moins 20% de logements sociaux, comme l'impose la loi SRU votée en 2000. Christian Estrosi, maire UMP de Nice et lieutenant de Nicolas Sarkozy, illustre parfaitement bien le phénomène. Alors que sa riche cité n'abrite que 11,5% de logements sociaux et qu'elle possède d'énormes disponibilités foncières, il refuse mordicus de construire le moindre appartement pour foyer modeste dans le centre et n'en produit pas suffisamment dans les autres quartiers, contrairement à ses affirmations. Ses collègues de Toulon (Hubert Falco), de Biarritz (Didier Boroira) ou de Saint-Maur-des-Fossés (Henri Plagnol) figurent aussi au palmarès des 25 «bloqueurs» de HLM de France. E.G.

Jean-Pierre Guillon PAS TOUCHE AU 1% LOGEMENT!

On connaît le principe : désormais dénommée Action logement, cette structure paritaire dominée par le patronat prélève une contribution de 0,45%

de la masse salariale auprès des entreprises et offre en échange un toit ou des crédits immobiliers moins chers aux salariés. L'ennui, c'est que son fonctionnement est loin d'être transparent. Il y a quelques années, l'Etat s'était aperçu que certains des organismes collecteurs (il y en a aujourd'hui 21) piochaient dans la caisse pour verser des salaires indécents à leurs directeurs (trois touchaient plus de 200000 euros par an) et aux organisations patronales. Histoire de tourner définitivement la page, Jérôme Cahuzac avait prévu, à son arrivée, de récupérer enfin la pleine gestion de ces sommes. Mais Jean-Pierre Guillon, le représentant du Medef qui préside cet organisme, a hurlé au scandale, en rappelant que François Hollande s'était engagé à respecter les partenaires sociaux. Résultat : rien n'a changé... M.C.

Didier Ridoret IL REFUSE LES AUTOENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT

Le président de la Fédération française du bâtiment n'en démord pas : selon lui, les autoentrepreneurs représentent une forme de concurrence déloyale aussi ravageuse pour son secteur que celle des ouvriers au noir. Tous les mois, il fait donc la tournée des députés et des conseillers de Bercy pour les convaincre d'interdire aux autoentrepreneurs de travailler dans le BTP. Un combat également relayé par Jean Lardin, le président de l'Union professionnelle artisanale. A force de lobbying, Ridoret a obtenu que leurs condi-



René Pallincourt, président de la Fnaim.

tions d'exercice soient durcies, leur régime de cotisations sociales aligné sur celui des travailleurs indépendants – ce qui le rend moins attractif. Et il a convaincu Sylvia Pinel, la ministre déléguée aux PME, de rouvrir le débat sur une réforme de l'auto-entrepreneuriat. M.C.

Jean-Paul Jacob SES FOUILLES NOUS COÛTENT DES MILLIONS

Archéologue de renom, Jean-Paul Jacob est sans conteste un homme de grande valeur. Le problème, c'est qu'il nous coûte cher. Dès qu'un chantier se présente (construction de logements, d'usines, d'autoroutes, etc.), l'Institut national d'archéologie préventive (Inrap), qu'il préside, exige en effet de regarder d'abord ce qu'il y a dessous. Et comme ses fouilles peuvent prendre des mois, la note, réglée par les entreprises et les collectivités locales concernées, atteint souvent plusieurs millions d'euros. «Pour quelques ruines gauloises qu'on se dépêche de recouvrir, cela fait beaucoup», s'énervait le président du conseil général du Loiret, Eric Doligé. Il y a quelques années, la folie excavatrice de Jean-Paul Jacob et de ses équipes (qui dépendent du ministère de la Culture) a failli faire capoter l'implantation d'une plateforme du site de ventes en ligne Amazon à Saran, dans son département, qui emploie aujourd'hui près de 2000 personnes. «On a fini par convaincre l'Inrap d'aller faire ses fouilles dans le champ d'à côté, mais ça n'a pas été facile.» Ph.É.

AGRICULTURE

Jean-Michel Serres
LES ALGUES VERTES
LUI IMPORTENT PEU
Le président de la Fédération nationale porcine (23 000 éleveurs) ne lâche rien pour défendre le business du cochon. Pas gêné par la prolifération des algues vertes sur le littoral breton, largement due aux nitrates rejetés par l'élevage industriel, il bloque toute modification de la réglementation, avec l'appui des députés UMP **Marc Le Fur** et **Isabelle Le Callennec**, et du patron de la chambre d'agriculture de Bretagne, **Jacques Jaouen**. Résultat : les procédures imposées pour l'agrandissement des exploitations ont été simplifiées en 2011. Et les plans d'épandage du lisier, qui auraient dû être

réduits l'hiver dernier pour respecter un règlement européen, ont été maintenus en l'état. *E.W.*

LA PIEUVRE FNSEA
MET LES CAMPAGNES
EN COUPE RÉGLÉE
A la tête du premier syndicat d'exploitants agricoles, **Xavier Beulin** passe pour un rénovateur. Avec **François Thabuis**, le patron des Jeunes agriculteurs, ce gros céréalier défend pourtant le système opaque qui alimente le porte-monnaie de sa puissante centrale. Selon le rapport du député Nouveau Centre **Nicolas Perruchot**, l'adhésion à la FNSEA est quasi obligatoire pour certains

agriculteurs, sauf à voir leurs rapports se dégrader avec les coopératives et les chambres d'agriculture, noyautées par l'organisation. Le rapport s'étonne aussi des «frais liés aux administrateurs» de la Mutualité sociale agricole, majoritairement membres de la FNSEA. Selon la Coordination rurale, les patrons des «associations spécialisées» du syndicat, comme **Philippe Pinta** (producteurs de blé), **Christophe Terrain** (cultivateurs de maïs), **Eric Laine** (betteraviers) ou encore **Pierre Chevalier** (Fédération bovine), ainsi que ceux des

«interprofessions» sœurs, comme **Dominique Langlois** (Interbev, bétail et viande), **Joseph Nicot** (Intercéréales) ou **Antoine Henrion** (protéagineux), puisent de leur côté plusieurs dizaines de millions d'euros par an pour la FNSEA dans le budget des coopératives et les taxes parafiscales payées par les agriculteurs. Qu'en pense le ministre, **Stéphane Le Foll**? Rien. Comme ses prédécesseurs, il ferme les yeux. *E.W.*

Emmanuel Hiest
LA VENTE DES TERRES
EST SOUS CONTRÔLE
Inconnu du grand public, cet homme fait la pluie et le beau temps dans les

campagnes. Créées en 1960 pour éviter une concentration anarchique des exploitations, les 26 Safer, sur lesquelles il a la haute main, disposent en effet d'un droit de préemption sur toutes les ventes agricoles, et elles peuvent aussi choisir les acheteurs. Problème : les actionnaires de ces sociétés anonymes sont des institutions, comme les coopératives ou les chambres d'agriculture, elles-mêmes contrôlées par la FNSEA. Résultat, on travaille entre «copains», parfois hors de toute logique économique. «Nous avons de sérieux doutes sur la neutralité des Safer, ironise-t-on à la Confédération paysanne. Mais l'Etat ne se donne pas la peine d'y remédier.» *E.W.*

TRANSPORTS



Gilbert Garrel,
secrétaire
général
de la CGT
cheminots



Pierre Coppey,
président
de Vinci
Autoroutes

Aimé Musto
AVEC LUI, AIR FRANCE
N'EST PAS PRÈS
DE FAIRE DES ÉCONOMIES
L'escale de Marseille? «C'est un peu notre village gaulois à nous...», soupire un dirigeant d'Air France. Dans le rôle d'Astérix : le chef de la CGT locale (80% des voix), qui tient tête aux volontés réformatrices d'Alexandre de Juniac. Partout en France, le P-DG a pu imposer son plan de restructuration, qui prévoit 2 760 départs volontaires au sein des équipes au sol. Mais dans la cité phocéenne, le cégétiste a trouvé la faille : une clause de sauvegarde de l'emploi signée en juillet 2011 dans un accord sur la réorganisation du temps de

travail. La direction espérait pourtant faire partir une cinquantaine d'employés de cette base noyée sous les sureffectifs, en renégociant cet alinéa, qui deviendra de toute façon caduc fin 2013. Notre homme a dit non. Les nombreux candidats au départ, alléchés par les plantureuses indemnités proposées, attendront. *E.A.*

Frédéric Alpozzo
LE SAUVETAGE DE
LA SNCM ATTENDRA
1,8 million d'euros : c'est ce qu'aura coûté la semaine de grève des marins CGT de la SNCM en mai dernier. Plutôt lourd pour cette compagnie de ferries qui fait le service de la Corse et qui a essuyé

15 millions d'euros de pertes d'exploitation en 2011. Cela n'a pas empêché Frédéric Alpozzo, le patron du syndicat, de remettre le couvert à la mi-juin, contre l'avis des autres organisations du personnel, majoritaires. Tout ça pour quoi? Exiger que le concurrent privé Corsica Ferries, qui détient 59% de part de marché, offre à ses marins les mêmes avantages que ceux de la SNCM (deux fois plus de vacances, des emplois du temps moins flexibles, etc.). Un peu comme si Air France imposait aux pilotes de Ryanair de travailler au rythme des siens. La SNCM – détenue à 25% par l'Etat et à 66% par

Veolia – qui se bat actuellement pour sa survie, aimerait plutôt revoir le millefeuille de ses 324 accords sociaux, qui l'empêchent d'être efficace. *E.A.*

Guillaume Pepy
LA CONCURRENCE DU
RAIL ? PLUS TARD !
Le président de la SNCF peut remercier le ministre des Transports, **Frédéric Cuvillier** : grâce à lui, il restera seul maître à bord du réseau hexagonal jusqu'en 2019, date imposée par Bruxelles pour son ouverture complète à la concurrence. Emporté par son libéralisme, le précédent gouvernement avait pourtant voulu faire du zèle en laissant les opérateurs privés investir les lignes Corail dès 2014. Plus de deux Français sur trois seraient favorables à cette réforme, selon plusieurs sondages parus fin 2011. La SNCF, par contre, n'est pas pressée : la libéralisation du fret il y a cinq ans lui a fait

perdre 200 millions d'euros en 2011, en raison notamment du coûteux statut de ses cheminots. *C.L.*

Norbert Bolis
et Olivier Joffrin
POUR LE PRÉ CARRÉ
DES AIGILLEURS DU CIEL
A en croire Bruxelles, abattre les «frontières» aériennes entre pays européens et créer une gestion unique des aiguilleurs du ciel permettrait d'économiser 5 milliards d'euros par an. Seulement voilà, l'idée ne plaît pas aux syndicats français, qui craignent de devoir en rabattre au passage sur le statut en or des contrôleurs aériens : des salaires de 8 200 euros brut en fin de carrière pour une moyenne annuelle de 84 jours travaillés et la retraite à 59 ans. Chauffés par Norbert Bolis et Olivier Joffrin (Usac-CGT), ils ont multiplié les grèves en 2010 pour faire capoter le dossier. Si bien qu'il est aujourd'hui au point mort... *E.A.*



Xavier Beulin,
président
de la FNSEA



Guy Kastler, responsable
du dossier OGM à la
Confédération paysanne

Guy Kastler
LA RECHERCHE
SUR LES OGM LUI
DONNE DES BOUTONS
Créé par **José Bové** et **François Dufour**, le collectif des «faucheurs volontaires», qui revendique 6 700 militants, mène depuis des années la guérilla anti-OGM. Son leader, Guy Kastler, use toujours de la même technique : une dizaine de fois par an, ses hommes rasant des parcelles où sont cultivés à titre expérimental des végétaux génétiquement modifiés. Ce faisant, il ne

s'en prend pas qu'au «diable» Monsanto (la multinationale américaine numéro 1 des OGM) : il frappe aussi au cœur les installations de l'Inra, du Cirad ou du CNRS. A tel point que ces organismes financés sur fonds publics reconnaissent aujourd'hui avoir de plus en plus de mal à recruter de jeunes agronomes pour leurs programmes. «Les faucheurs sont en train de bloquer la recherche et on les laisse faire», s'énervait Gil Rivière-Wekstein, auteur d'un livre sur le sujet. *E.W.*

CONCURRENCE, CONSOMMATION



Patrick Blain,
président du Comité
des constructeurs



Stéphane Richard,
président directeur général
de France Télécom

Patrick Blain **MAINTENIR A TOUT** **PRIX LE MONOPOLE** **DES PIÈCES DE CARROSSERIE**

Depuis toujours en France, seuls les constructeurs automobiles sont autorisés à vendre les pièces détachées visibles (capots, ailes, pare-chocs, etc.) de leurs modèles. Et ils n'ont pas l'intention que ça change. Chaque fois qu'on leur parle de réforme, Patrick Blain, le président du Comité des constructeurs (CCFA), et **Patrick Bailly**, son alter ego du Conseil national des professions de l'automobile, sortent l'artillerie lourde. Leur argument ? Une libéralisation provoquerait un bain de sang dans la filière. L'Autorité de la concurrence n'est pas de cet avis. Dans un récent rapport, elle chiffre à 200 millions d'euros le gain annuel que tireraient les consommateurs de la suppression de ce monopole absurde. *P.C.*

juillet, il a complètement retourné Neelie Kroes, la commissaire européenne au numérique. Pour stimuler la concurrence sur le marché de l'accès à Internet, elle avait eu la bonne idée d'imposer aux opérateurs historiques une baisse du tarif auquel ils louent, à leurs rivaux, leur vieux réseau téléphonique déjà amorti. Stéphane Richard l'a convaincue d'attendre. Du coup, Orange continuera de prélever une rente de 8,80 euros par mois et par abonné sur tous les forfaits ADSL que les Français souscrivent chez Free, Bouygues ou SFR. Dommage : ces derniers auraient pu réinvestir ce montant dans la fibre ou le rétrocéder au consommateur. *P.C.*

Jean-René Buisson **IL SE FICHE DE NOTRE** **TOUR DE TAILLE**

L'obésité n'est décidément pas le problème du président de l'Ania, le très puissant lobby de l'industrie agroalimentaire. En octobre dernier, lui et son syndicat ont boycotté l'inauguration du Salon international de l'alimentation (Sial) – le plus grand rendez-vous mondial des industriels du secteur – pour ne pas devoir y croiser Guillaume Garot, le nouveau ministre chargé de l'Agroalimentaire. Le tort de ce dernier ? Avoir osé déclarer qu'il fallait «travailler sur l'étiquetage des produits pour le rendre plus compréhensible» et «changer les recettes pour qu'il y ait moins de sucre, moins de sel, moins de graisses dans les biscuits, les snacks, les apéritifs». A voir comment le projet de loi sur l'interdiction de la publicité alimentaire pour les enfants à la télévision a été rapidement enterré en 2009, on ne donne pas cher du vœu gouvernemental. *S.T.*

Hubert François **CELA FAIT DES** **ANNÉES QU'IL NOUS** **ROULE DANS LA FARINE**

C'est peu de dire qu'ils nous ont eus. Pendant des décennies, les principaux meuniers de France se sont accordés pour verrouiller le marché français de la farine en limitant la production et en s'entendant sur les prix. Juste retour des choses, ils se sont fait condamner en mars dernier à 146 millions d'euros de redressement par l'Autorité de la concurrence. Les seuls Grands Moulins de Paris, dirigés par Hubert François (qui est aussi à la tête du groupe NutriXo, l'un des plus gros du secteur), vont devoir s'acquitter de 26,4 millions d'amende. *P.C.*

Stéphane Richard **IL DÉFEND SA RENTE** **SUR INTERNET**

Le P-DG de France Télécom n'a rien perdu de son pouvoir de séduction. En

Philippe Colombani **LE PERMIS DE** **CONDUIRE MOINS** **CHER ? ET PUIS QUOI ENCORE !**

«Cette fois, elle a compris !» Le secrétaire général de l'Unic (Union nationale des indépendants de la conduite), le syndicat des patrons d'auto-écoles, est aux anges. Il lui a suffi d'organiser avec ses camarades **Jean-Louis Bouscaren**, de l'Unidec (Union nationale intersyndicale des enseignants de la conduite), et **Philippe Malpièce**, du CNPA Auto Ecole, une opération escargot à Poitiers, le 19 novembre dernier, pour faire plier Ségolène Royal. La présidente du conseil régional de Poitou-Charentes s'était en effet mis en tête de dispenser des cours de code gratuits dans les lycées. Pas complètement aberrant si l'on songe que le coût du permis de conduire – de 1 500 à 2 500 euros – est devenu prohibitif pour de plus en plus de jeunes. «Le code, c'est la partie la plus rentable de notre business, justifie Colombani. On ne va pas la perdre sans rien dire.» L'enseignement des panneaux représente à lui seul 20% du chiffre d'affaires des 11 000 auto-écoles. *E.W.*

LES CHEMINOTS **SE CRAMPONNENT** **À LEURS PRIVILÈGES**

La loi sur le service minimum ne les impressionne guère. Pour défendre le statut de leurs mandants, les syndicats de cheminots sont prêts à tout ou presque. A la SNCF, **Gilbert Garrel** (CGT), **Christian Mahieux** (SUD), **Marc Baucher** (Unsa) et **Pascal Decamps** (FGAAC) n'hésitent pas à prendre la France en otage dès que plane l'ombre d'une attaque contre la retraite à 52 ans des agents de conduite ou la subvention de 95 millions d'euros versée chaque année à leur CE. Dans le métro parisien, **Jacques Eliez** (CGT) et **Frédéric Sarrasat** (Unsa) n'ont pas davantage de scrupules quand il s'agit de sauvegarder

leurs 120 jours de repos annuels. Et tant pis si les usagers doivent en payer le prix fort. *E.G.*

Pierre Coppey **IL NOUS ENFUME SUR** **LE PRIX DES PÉAGES**

Rien à faire, le président de Vinci Autoroutes et porte-parole du lobby du bitume (Association des sociétés d'autoroutes) maintient le brouillard sur la tarification des péages, avec l'assentiment muet du ministère des Transports. En 2008, la Cour des comptes a pourtant condamné la pratique consistant à gonfler l'addition sur les tronçons les plus fréquentés. Mais la grille des prix à géométrie variable n'a pas été modifiée pour autant. Et les augmentations annuelles sont toujours supérieures à l'inflation depuis la privatisation en 2005 (2,5% en 2012, 2%, en principe, l'an prochain). *E.W.*

ÉDUCATION



Daniel Robin,
cosecraire gneral
du Snes-FSU

Emmanuel Zemmour IL EST PRÊT À TOUT POUR ÉVITER LA

HAUSSE DES FRAIS EN FAC

Comme le clame le patron de l'Unef, «c'est le sujet idéal pour mettre les étudiants dans la rue». Fixés par l'Etat, les frais universitaires sont les mêmes partout et restent modérés (181 euros en première année). Le hic, c'est qu'ils ne suffisent pas pour assurer un enseignement de qualité. A tel point que le think tank de gauche Terra Nova propose lui-même de les augmenter (sauf pour les ménages modestes). Mais la pression d'Emmanuel Zemmour, de **Julien Blanchet** (Fage) ou encore de **Tristan Haute** (SUD Etudiant) est telle que le gouvernement n'osera jamais passer à l'acte. *B.D.*

Massira Baradji LA SÉLECTION À LA FAC METTRAIT SES

TROUPES DANS LA RUE

Toucher à la liberté d'inscription dans la filière universitaire de son choix? Un véritable casus belli pour la Fidl de Massira Baradji et l'UNL d'**Ivan Dementhon**, les deux plus gros syndicats lycéens. Et tant pis si la moitié des inscrits échouent à leurs examens en fin de première année, notamment les jeunes issus des filières technologiques ou professionnelles. *B.D.*

Daniel Robin IL REFUSE TOUTE VÉRITABLE

ÉVALUATION DES PROFS

A peine arrivé, le nouveau ministre de l'Éducation a abrogé le décret sur l'évaluation des enseignants signé par son prédé-

cesseur. A la grande satisfaction de Daniel Robin, **Frédérique Rolet** et **Roland Hubert**, les trois cosecraires généraux du Snes, le principal syndicat des profs au collège et au lycée. Au lieu d'être notés par les inspecteurs d'académie, les profs auraient dû l'être par leur chef d'établissement tous les trois ans. Dans les facs, les enseignants-chercheurs manœuvrent aussi pour faire annuler les évaluations via une agence indépendante mise en place sous la droite et revenir à une notation par leurs pairs. On est si bien entre soi... *B.D.*

Erwan Le Nader FAIRE ÉVOLUER LES PROGRAMMES D'ÉCO LUI SEMBLE INACCEPTABLE

Pourquoi les Français sont-ils nuls en économie? Parce qu'elle est mal enseignée, répondent de nombreux audits sur les manuels scolaires. Après une première réforme du programme de seconde et de première, les profs ont expérimenté cet automne le nouvel enseignement de terminale. Verdict: trop lourd et trop didactique. Devant le succès de leur journée d'action, le 28 novembre dernier, le ministre de l'Éducation a promis la mise en place d'un Conseil des programmes chargé... de les réécrire. Et pas question d'y réhabiliter l'entreprise. «Nous ne sommes pas là pour susciter des vocations d'entrepreneurs», insiste Erwan Le Nader, vice-président de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses). *N.V.*

QUI EST D'ACCORD POUR RACCOURCIR LES VACANCES SCOLAIRES?

Pour alléger les journées de travail des enfants, il faut réduire le nombre de semaines de vacances. Là-dessus, tout le monde est d'accord. Seulement, quand il

s'agit de passer aux actes... Représentés, notamment, par **Sébastien Sühr** (Snuipp) et **Laurent Escure** (Unsa), les profs exigent une compensation financière pour passer de 36 à 38 semaines travaillées. Côté fédérations de parents d'élèves, **Valéry Marty** (Peep) et **Jean-Jacques Hazan** (FCPE) sont d'accord pour raccourcir les congés d'été d'une semaine (pas deux) mais s'opposent à tout zonage par académie. Or les professionnels du tourisme **Roland Héguy**, président de l'Umih (hôtellerie-restauration), **Thierry Grégoire** (Fédération des saisonniers), **Georges Colson** (Syndicat des agents de voyage) et **René-Marc Chikli**, patron des tour-opérateurs (Ceto), exigent exactement le contraire. La refonte des rythmes scolaires vient d'être reportée sine die... *N.V.*

Georges Beisson SES MENUS POUR LES CANTINES SCOLAIRES SONT DURS À AVALER

Pour établir les menus des cantines scolaires, cet inspecteur général de l'agriculture honoraire n'y est pas allé avec le dos de la cuillère. Présenté en octobre 2011, le rapport du Groupement d'étude des marchés de restauration collective et de nutrition, qu'il préside, entre dans les moindres détails: grammage du céleri râpé, taille des demi-cuisses de lapin, fréquence de consommation des filets de poisson. A la lecture du décret qui s'en est suivi, les élus locaux ont failli tomber de leur fauteuil. «Le texte faisait 82 pages et était tout bonnement inapplicable», s'étrangle le président du conseil général de l'Orne, Alain Lambert. Le ministère de l'Agriculture a finalement accepté de l'alléger. Mais il reste très indigeste. *Ph.E.*

FISCALITÉ



Ernest-Antoine Seillière,
ex-président
du Medef



Paul Giacobbi,
député PRG
de Haute-Corse

Roland Héguy AVEC LUI, LES HÔTELS DE LUXE PEUVENT

DORMIR TRANQUILLES

Votée en septembre 2011, la taxe de 2% sur les chambres d'hôtel à plus de 200 euros la nuit n'aura été appliquée que dix jours. Dès son entrée en vigueur, les représentants de la profession, **Roland Héguy** (Umih), **Jacques Barré** (GNC), **Didier Chenet** (Synhorcat) ainsi que **Yann Caillère**, le DG d'Accor, ont fait le siège du ministre, **Frédéric Lefebvre**, en assurant que cet impôt détruirait des milliers d'emplois. Ce dernier a pris leur parti, et la taxe a été enterrée. En novembre dernier, des sénateurs PS ont discrètement proposé un amendement pour la rétablir. Inutile de dire que **Didier Chenet** s'est précipité à Bercy...

Louis Godron SES RICHES À LUI NE PAYENT PAS

PLUS D'IMPÔTS QU'AVANT

Qui l'aurait cru? Les gestionnaires de fonds d'investissement, qui empochent chaque année plusieurs millions d'euros avec leurs opérations de LBO, ont encore réussi à échapper à l'impôt. Le gouvernement prévoyait pourtant

d'appliquer un forfait social de 20% sur leurs «carried interests». Mais les ténors du secteur, comme **Patrick Sayer**, patron du fonds Eurazeo, ou **Louis Godron**, grand manitou de l'Afic, se sont relayés à Bercy. «Si vous faites ça, les 3000 gérants de fonds s'exileront sur-le-champ», ont-ils menacé. Le gouvernement a préféré ne pas tenter l'expérience. *M.C.*

Philippe Jock IL SE BAT COMME UN CHIEN POUR

LA NICHE DES DOM-TOM

Un curieux attelage de députés socialistes, comme **Jean-Claude Fruteau** (Réunion) ou **Serge Letchimy** (Martinique) et des patrons locaux, **Philippe Jock** (Medef Martinique) et **Jean-Pierre Philibert** (Fédération des entreprises d'outre-mer), s'est activé dès l'été dernier pour défendre la niche fiscale sur les investissements immobiliers dans les DOM-TOM. Ils n'ont pas eu de mal à convaincre **Victorin Lurel**, ministre de l'Outre-Mer, lui-même élu de Guadeloupe. Sous leur pression, Ayrault a renoncé à raboter ce dispositif, qui coûte au fisc 1 milliard d'euros par an, et continuera de profiter aux plus riches contribuables, notamment outre-marins. *N.V.*

Marie-Christine Lepetit LA FONCTIONNAIRE

QUI EN VEUT AUX START-UP

«Je regrette de l'avoir laissé passer», a-t-elle avoué un jour à un petit patron. L'expatroune de la Direction de la législation fiscale de Bercy a au moins le mérite de la franchise. Cette haute fonctionnaire, qui dirige désormais l'Inspection générale des finances, considère en effet que l'adoption en 2008 de l'article 239 bis AB du Code des impôts est une erreur. Pour inciter les investisseurs à mettre de l'argent dans les start-up,

ce texte, porté par la Fondation Ifrap (un think tank indépendant), leur permet de déduire de leur revenu imposable le montant de leurs pertes, si d'aventure le projet se soldait par un échec. Potentiellement trop cher pour l'Etat, a estimé notre zélée fonctionnaire. Comme le font souvent les technocrates de Bercy, elle a donc pris sur elle de torpiller la loi en rédigeant une «instruction fiscale» la rendant inapplicable. Résultat: en cinq ans, aucun investisseur n'a jamais pu en bénéficier. *Ph.E.*

Alain Moreau et Claude Tetard **FACE À LEUR LOBBYING, BERCY A DÛ ALLER SE RHABILLER**

Chaque année, le prêt-à-porter défiscalise pour près de 25 millions d'euros de «frais de collection» au titre du crédit d'impôt recherche. Le fisc a beau plaider que le choix de

la couleur des cravates ou de la longueur des jupes ne peut être assimilé à un travail scientifique, l'Union des industries de l'habillement (Ufih), coprésidée par Alain Moreau et Claude Tetard, parvient toujours à sauvegarder sa niche. «Les patrons que nous essayons de redresser écrivent tous au ministre», déplore un agent qui vient encore d'être désavoué par sa hiérarchie. *E.G.*

E.-Antoine Seillière **L'EX-PATRON DES PATRONS NE DONNE PAS LE BON EXEMPLE**

Il a longtemps répété que les chefs d'entreprise n'en pouvaient plus d'être taxés. Et il a fini par passer aux actes. L'ancien patron du Medef se voit aujourd'hui réclamer 40 millions d'euros par le fisc. En cause: un savant montage financier conçu avec **Jean-Bernard Lafonta**, l'ex-président du conseil

de surveillance du groupe Wendel, qui lui aurait permis d'empocher personnellement 65 millions nets d'impôt. Il risque cinq ans de prison. Au total, la fraude fiscale et sociale atteindrait 30 milliards d'euros par an dans notre pays, un tiers du déficit du budget de l'Etat. *P.C.*

Franck Riboud **SON GROUPE PAIE UN IMPÔT DÉRISOIRE**

Grâce à des montages internationaux ultra-sophistiqués, Danone aurait réussi à ne payer l'an dernier que 130 millions d'euros d'impôt sur les sociétés, soit une taxation d'environ 8%, bien loin du taux normal de 33%. Les autres sociétés du CAC 40, qui profitent toutes à plein des infrastructures de notre pays, font la même chose. Comment espérer réduire le déficit budgétaire avec de tels contribuables? *P.C.*

 **LES DÉFENSEURS DES CORSES NE LÂCHENT RIEN**
Voilà plus de 200 ans que, par la grâce d'un arrêté napoléonien, les Corses ne paient pas d'impôt sur les successions immobilières. L'Assemblée a bien voté une loi supprimant cette disposition. Mais, en octobre dernier, les députés insulaires **Paul Giacobbi** (PRG), **Camille de Rocca Serra** (UMP) et **Sauveur Gondolfi-Scheit** (UMP), alliés à leur camarade de Sarcelles **François Pupponi** (PS), ont fait voter un amendement repoussant l'échéance de cinq ans. Une mesure évidemment applaudie par le leader indépendantiste Jean-Guy Talamoni. Ce cadeau coûte chaque année 25 millions d'euros à l'Etat. *Ph.E.*

Jean-Pierre Raffarin **LE MEILLEUR AMI DES PARCS DE LOISIRS**

Faire passer la TVA sur les parcs d'attraction de 5,5 à 19,6%? Fin 2011, Jean-Pierre Raffarin s'est précipité à Matignon pour assurer qu'une telle mesure acculerait à la ruine son cher Futuroscope et des dizaines d'autres parcs. Ce n'est pourtant pas sur les billets, mais sur la restauration que ces derniers font le gros de leurs marges. **Laurent Fabius**, **Hervé Novelli**, **Michel Bouvard** (UMP), **Jean-François Copé** ou encore **Pierre Cohen** (maire PS de Toulouse), dont les circonscriptions abritent toutes un parc, sont aussi montés au créneau. Si bien que le gouvernement a lâché l'affaire. Et abandonné 90 millions d'euros de recettes au passage. *M.C.*

CULTURE-COMMUNICATION

Jérôme Seydoux **LE PAPE DU CINÉMA SAIT Y FAIRE**

Lorsqu'on lui parle de cette affaire, Jérôme Cahuzac lève les yeux au ciel. Lui aussi considère que rien ne justifiait d'exclure les exonérations en faveur du cinéma – les fameuses Sofica – du coup de rabot généralisé sur les niches fiscales. Rien sauf... la connivence qui règne entre les milieux parisiens du grand écran et les élites qui nous gouvernent. «Ils se retrouvent dans les mêmes dîners et passent leurs week-ends ensemble», peste le député UDI Charles de Courson. **Marin Karmitz** (MK2), Jérôme Seydoux (Pathé), **Guy Verrechia** (UGC), **Alain Terzian** (UPF, pourtant ouvertement proche de Nicolas

Sarkozy) et la théorie d'acteurs et de réalisateurs qui ont défendu cet automne leur sucre d'orge fiscal à 20 millions d'euros, n'ont donc pas eu de peine à emporter le morceau. *Ph.E.*

Marc Norguez **LA DISTRIBUTION DES JOURNAUX NE DÉPEND QUE DE SON BON VOULOIR**

Empêcher la parution des journaux? Un jeu d'enfant pour le patron du Syndicat général du livre, branche toute puissante de la CGT chez le principal distributeur, Prestalis, où il détient un quasi-monopole de l'embauche depuis soixante ans. Mais, avec la crise, la situation devient intenable, tant la masse salariale est élevée (190 millions d'euros pour 2 150 employés seulement). Et la

faillite menace. D'où l'annonce d'un plan social réduisant de moitié le personnel. Un coup dur pour le syndicat, qui entend bien faire payer très cher les inévitables départs. *B.D.*

Jean Voirin **LES INTERMITTENTS NOUS COÛTENT 1 MILLIARD, ET ALORS?**

L'indemnisation chômage des 106 000 comédiens et techniciens du spectacle a beau creuser le trou de l'Unedic de 1 milliard d'euros par an, la CGT (70% des intermittents) est bien décidée à bloquer sa réforme prévue pour la fin de 2013. Après une première journée d'action en décembre dernier, Jean Voirin, secrétaire général de la CGT spectacle, ainsi que les leaders FO

Françoise Chazaud (audiovisuel), **Franck Guilbert** (comédiens) et **Jean-Luc Bernard** (musiciens) pourraient bientôt déclencher grèves et interruptions d'émissions. Avec le soutien discret des employeurs représentés par **Jacques Clément**, du Syndicat des producteurs (Spect), qui profitent eux aussi du système. Le statut en or des intermittents leur permet en effet de limiter les embauches de CDI... *N.V.*

Addala Benraad **IL A FAIT CAPOTER LA FUSION DE RFI ET DE FRANCE 24**

Emmenée par le délégué SNJ Addala Benraad, l'intersyndicale de la radio publique lutte depuis 2008 pour torpiller sa fusion avec la chaîne France 24 au sein



Jean Voirin,
secrétaire général de
la CGT spectacle

de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF). Après des semaines d'agitation menées par l'aile gauche du PS (**Benoît Hamon**) et le PCF (**Pierre Laurent**), une pétition signée par **José Bové**, **Marie-George Buffet**, **Jean-Pierre Chevènement**, **Jean-Luc Mélenchon**, le cinéaste **Bertrand Tavernier** et le comédien **Jacques Weber**, puis la démission forcée du P-DG de l'AEF, **Alain de Pouzilhac**, victoire: il y aura bien une administration commune, mais les rédactions resteront autonomes. Et le contribuable paiera. *N.V.*